

1945-1951 : construire la mémoire de la Seconde Guerre mondiale à la faculté de droit de Paris

Description

Les images et documents d'archives en lien avec cet article sont exposés dans la galerie
[*La Libération et après : hommages et silences*](#)

[Télécharger](#)

Dès 1945, sont érigés partout en France des monuments aux morts, stèles, plaques et statues. Dans un premier temps acte spontané de la part de communes et institutions diverses souhaitant commémorer la disparition de ceux ayant combattu pour la France, le gouvernement régule cette pratique dès le 11 avril 1946 par un décret réservant la prise de décision en la matière aux préfets. Pour ce qui est de la qualification des « Morts pour la France », c'est l'ordonnance du 2 novembre 1945 qui fixe les critères de la qualification et intègre notamment les civils.

Après la bataille de France, malgré la défaite et l'Occupation, le souvenir des années suivant la Première Guerre mondiale est toujours vif. Il est estimé que près de 38 000 monuments aux morts ont été érigés partout en France entre 1918 et 1925. Ce nombre et la modification du paysage patrimonial de presque toutes les communes de France est toujours ancrée dans les mémoires. Il n'existe alors presque aucune commune sur tout le territoire qui n'ait pas son monument aux morts, et celles qui n'en disposent pas ont pour la plupart laissé le soin d'établir un mémorial à la paroisse au sein de l'église communale. Les familles des étudiants de la faculté de droit de Paris morts au combat en 1939 et 1940 ont évidemment voulu dans cet après-guerre où le souvenir des morts est prégnant. Ainsi, dès 1941, des familles de jeunes étudiants morts en 1939 et 1940 font part de leur désir de voir la mémoire de leurs proches commémorée par la faculté. Elles sont au moins quatre à prendre contact avec la faculté. Il est possible de citer ici les familles des étudiants Pierre Girod, Guy Perrin, René Joly et Joseph Caubet, tous tombés au champ d'honneur durant la bataille de France. À l'exception de réponses courtoises et de condoléances, l'administration ne prend aucune décision officielle visant à honorer la mémoire de ces étudiants, alors même que le régime de Vichy met en place à partir de 1941 une cérémonie en l'honneur des morts de 1914-1918 et 1939-1940 dans le but de remplacer les commémorations républicaines.

Ce mouvement spontané des proches se poursuit cependant à partir de la Libération. Des parents d'étudiants morts durant la campagne d'Alsace et d'Allemagne ou dans les camps de concentration libérés font rapidement part de leur situation à la faculté et ce, alors qu'aucun projet commémoratif n'a été communiqué aux familles. C'est par exemple le cas du père d'un jeune étudiant, Francis Grangé, qui a obtenu sa seconde année de licence en droit le 13 juin 1944 et qui est tué au combat le 29 décembre 1944 lors de la campagne d'Alsace. Une lettre indiquant sa mort au front est envoyée à la faculté le 28 février 1945, ce qui témoigne de la rapidité avec laquelle certains parents souhaitent

informer la faculté et la conscience qu'ils ont de l'attachement de leur enfant à l'université. Emmanuel Vergès, président de la *Jurisprudence générale* Dalloz, en fait de même pour son fils, Gérard Vergès, mort à Buchenwald le 24 août 1944, en envoyant une lettre à la faculté le 8 juin 1945.

Mais la nomination du doyen Julliot de La Morandière le 1^{er} décembre 1944 accélère les choses au sein de l'administration. Les étapes menant à la décision d'élever un monument aux morts et à la création d'un livre d'or sont inconnues, mais l'organisation de la mémoire par la faculté est très rapide. Cette rapidité n'est pas sans rappeler celle avec laquelle des monuments aux morts sont érigés à la suite de la Première Guerre mondiale. Avant 1922, les 38 000 monuments ont presque tous été élevés.

Néanmoins, un problème se pose, contrairement aux communes qui peuvent consulter les registres d'état civil des habitants, la faculté n'a pas les moyens de recouper les dossiers scolaires des 40 dernières années et l'état civil de milliers d'étudiants et d'anciens étudiants. La faculté n'a donc pas les moyens d'établir une liste exhaustive. Seule certitude, il a été décidé d'honorer la mémoire des étudiants et anciens étudiants de manière similaire. La cause de la mort est, elle aussi, indifférente, tout comme la qualité de civil ou de militaire. Ce sont simplement les dispositions de l'ordonnance du 2 novembre 1945 qui sont appliquées, seul le fait d'être déclaré « Mort pour la France » constitue un critère. Décision est donc prise de passer un appel aux familles dans différents médias dans le but d'établir une liste d'étudiants morts pour la France et d'obtenir un maximum d'informations les concernant. Ainsi, à la fin du mois d'octobre 1945, est publié dans le journal *Le Monde* et dans la *Gazette du Palais* le texte suivant :

Les familles des étudiants de la faculté de droit de Paris morts pour la France au cours des années 1939 à 1945 sont priées de vouloir bien faire connaître le plus tôt possible à la faculté de droit, 12, place du Panthéon, Paris (5^e), les noms de ces étudiants, leur année d'études et les date et circonstances principales de leur mort.

Ce texte est de nouveau publié au début de l'année 1947. Pour compléter cette communication par la presse, des appels sont passés à la radio entre 1949 et 1951. Il semble que ce soient les appels passés dans la presse qui sont le plus suivis par les familles. De nombreuses lettres faisant part d'un décès sont datées du jour même de la parution des journaux dans lesquels l'appel est passé ou du lendemain, ce qui témoigne d'une grande réaction des familles. Cette méthode porte ses fruits, les noms de 157 étudiants et anciens étudiants sont communiqués à la faculté par les familles et diverses organisations.

Outre les appels dans les médias, l'administration effectue aussi des recherches auprès des diverses organisations étudiantes, notamment le groupe catholique de la faculté de droit. La demande effectuée auprès de cette organisation étudiante intervient cependant bien tard, le 9 octobre 1951, alors même que l'inauguration de la plaque est prévue pour le 10 novembre de la même année.

Il semble que cette demande intervienne Ă un moment oĂ l'administration de la facultĂ© cherche Ă inscrire les deniers noms manquants sur la plaque commĂ©morative. Une liste d'Ă©tudiants dĂ©signĂ©s comme Ă« pas au fichier Ă» est en effet Ă©tablie en octobre 1951. Parmi eux le dĂ©putĂ© Pierre Masse ainsi que cinq Ă©tudiants ou anciens Ă©tudiants, Jacques Duhautois, Henriette Kahn-Lichwitz (*sic* pour Lipchitz), Jacques Remy-Morin, Jean-Marie Renoir et Jean Senellier. Aucun ne sera ajoutĂ© par la suite sur la plaque commĂ©morative. Pourtant, Jacques Duhautois meurt Ă l'Ă©ge de 27 ans alors qu'il Ă©tait internĂ© au sein du camp de Neuengamme, Henriette Kahn-Lipchitz est dĂ©portĂ©e Ă Auschwitz-Birkenau oĂ elle est assassinĂ©e, Jean-Marie Renoir perd la vie Ă la suite d'un accident Ă Baden-Baden le 8 juillet 1945 alors qu'il fait partie des troupes d'occupation et Jean Senellier est dĂ©portĂ© Ă Buchenwald pour faits de rĂ©sistance puis au camp de Dora oĂ il dĂ©cĂ©de le 23 mai 1944 Ă 22 ans. La raison de l'absence de ces noms sur la plaque du hall Saint-Jacques de la facultĂ© de droit reste inconnue, le parcours de ces jeunes hommes et de cette jeune femme ne semble pas s'opposer Ă ce que leur mĂ©moire soit honorĂ©e, en effet, ils semblent tous pouvoir entrer dans les critĂ©res fixĂ©s par l'ordonnance du 2 novembre 1945.

Cependant, le cas d'un Ă©tudiant de la facultĂ© de droit vient souligner le fait que le choix d'inscrire ou non un nom sur la plaque commĂ©morative a sans doute Ă©tĂ© parfois guidĂ© par des prĂ©occupations politiques, celui d'Abel Blanchard, jeune homme qui est inscrit en premiĂ©re annĂ©e de licence en droit au cours de l'annĂ©e 1943. Son dossier a bien Ă©tĂ© communiquĂ© Ă la facultĂ© de droit Ă la suite de la guerre et pris en compte par l'administration. Cependant, le passĂ© du jeune homme a sans doute refait surface et s'est opposĂ© Ă ce que son nom soit inscrit parmi les Ă« Morts pour la France Ă» de la facultĂ©. En effet, en septembre 1941, Abel Blanchard s'engage au sein de la LĂ©gion des volontaires franĂ§ais contre le bolchĂ©visme (organisation militaire crĂ©Ă©e par les collaborationnistes franĂ§ais les plus extrĂ©mes qui combat sur le front de l'est aux cĂ©tĂ©s de la Wehrmacht, elle est intĂ©grĂ©e Ă partir de septembre 1944 Ă la division SS Charlemagne). Au sein de cette unitĂ©, il combat en Pologne, mais est dĂ©clarĂ© inapte en 1942 et revient en France oĂ il entreprend des Ă©tudes supĂ©rieures. ArrĂ©tĂ© par la police militaire allemande pour une raison inconnue, il tente de s'Ă©chapper, mais est repris puis condamnĂ© Ă mort pour Ă« dĂ©tention illicite d'armes et vols importants et renouvelĂ©s Ă». Il est exĂ©cutĂ© au Mont-ValĂ©rien le 28 septembre 1943. Un doute persiste nĂ©anmoins, le fait de savoir si la non-inscription de ce jeune Ă©tudiant sur la plaque commĂ©morative du hall Saint-Jacques rĂ©sulte d'une connaissance de son passĂ©, ou du simple fait que celui-ci n'ait pas Ă©tĂ© dĂ©clarĂ© Ă« Mort pour la France Ă». Un fait interroge cependant sur l'existence ou non de la mention Ă« Mort pour la France Ă» sur l'Ă©tat civil de cet Ă©tudiant : l'inscription du nom d'Abel Blanchard sur le monument aux morts de sa ville natale dans la Marne.

Outre ce cas particulier, certains noms d'Ă©tudiants sont communiquĂ©s aprĂ©s l'Ă©laboration de la plaque commĂ©morative le 10 novembre 1951. Les diffĂ©rents appels passĂ©s n'ont pas atteint l'ensemble des familles, et seule la nouvelle de l'Ă©rection d'un monument aux morts vient jusqu'Ă eux. Une lettre faisant part du dĂ©cĂ©s de l'ancien Ă©tudiant Louis Fontenaille est envoyĂ©e par son pĂ©re Ă la facultĂ© le 15 dĂ©cembre 1952, une autre envoyĂ©e par la mĂ©re de Guy Flavien n'est reĂ§ue qu'au mois de juillet 1953.

Le souvenir de la PremiŔre Guerre mondiale et de lâ??Ŕdification de milliers de monuments aux morts nŔest pas vif uniquement dans les mŔmoires des familles, mais aussi des entrepreneurs. Par une lettre envoyŔe entre 1945 et 1949, la maison Maurice Schmit, spŔcialisŔe en marbrerie, dŔmarche directement le doyen en anticipant la rŔalisation future dŔune plaque commŔmorative. Elle commence dŔailleurs ainsi : Ŕ« La facultŔ du Droit, tiendra certainement, comme les autres Ŕtablissements similaires, Ŕ commŔmorer, par une plaque ou par un monument, le Souvenir de ses Morts de la guerre 1939Ŕ1945 et Ŕ conserver leur nom de faŔŔon durable, comme il a ŔtŔ fait pour les Morts de la guerre prŔcŔdente Ŕ». Ainsi, cŔest toute une sociŔtŔ qui organise le souvenir, administration et famille, petites entreprises, lâ??organisation et la constitution de la mŔmoire sont des faits incontournables.

La maison Maurice Schmit est effectivement choisie par la facultŔ pour rŔaliser la plaque commŔmorative. Celle-ci, en marbre italien mesurant 4 mŔtres 20 de hauteur et 2 mŔtres 80 de largeur, est commandŔe par lâ??administration pour un montant de 880 000 francs le 5 octobre 1949. Cette somme consŔquente fait dŔailleurs lâ??objet dŔun Ŕchange de lettres entre le doyen Julliot de La MorandiŔre et le directeur de cabinet du ministre de lâ??Ŕducation nationale. Alors que le ministŔre fait part du dŔsir du ministre de voir apposŔes des Ŕ« plaques commŔmoratives pour les morts de la guerre 1939Ŕ1945 Ŕ», le doyen lui indique que le processus est entamŔ depuis la LibŔration au sein de la facultŔ de droit de Paris, mais que le budget de fonctionnement normal pour une annŔe, Ŕ ne pourrait que difficilement supporter une charge de cet ordre Ŕ.

La plaque commŔmorative installŔe dans le hall Saint-Jacques de la facultŔ est inaugurŔe le 10 novembre 1951. Initialement prŔvue pour le 11 novembre, la date de la cŔrŔmonie est dŔcalŔe au 10 dans le but de permettre au prŔsident de la RŔpublique Vincent Auriol de prŔsider la cŔrŔmonie dŔinauguration. Celle-ci dŔbute au matin, Ŕ 10 h 30, dans la salle des fŔtes de la facultŔ oŔ se rassemblent lâ??ensemble du corps professoral, un nombre inconnu dŔŔtudiants, dŔanciens Ŕtudiants et de familles ainsi que le ministre de lâ??Ŕducation nationale et le prŔsident de la RŔpublique. Tous ont prŔalablement ŔtŔ accueillis par une quarantaine de gardes rŔpublicains en grande tenue dans la cour dŔhonneur, face au PanthŔon.

LŔinauguration de la plaque commŔmorative est prŔcŔdŔe par une allocution du doyen de la facultŔ de droit, avant que ne prennent la parole monsieur Chapas, le reprŔsentant de lâ??Association des Ŕtudiants anciens combattants et AndrŔ Marie, le ministre de lâ??Ŕducation nationale. Ces discours sont conclus par lâ??aria de la suite en rŔ de Bach jouŔe par lâ??Orchestre des Ŕtudiants de Paris. La plaque est par la suite officiellement inaugurŔe par le prŔsident de la RŔpublique. LŔappel des morts est fait par le professeur LŔon Mazeaud, rŔsistant rescapŔ de Buchenwald et ancien prŔsident de la FŔdŔration nationale des dŔportŔs et internŔs de la RŔsistance.

Ainsi, la plaque du hall Saint-Jacques en mŔmoire des Ŕtudiants et anciens Ŕtudiants morts durant la Seconde Guerre mondiale sŔajoute aux 34 000 autres monuments aux morts commŔmorant la mŔmoire des victimes de cette guerre. Une question demeure, combien dŔanciens Ŕtudiants restent inconnus Ŕ ce jour et ne figureront jamais sur cette plaque commŔmorative ? La mŔthode de constitution de la liste des Ŕ« Morts pour la France Ŕ» par lâ??administration de la facultŔ entre 1945 et 1951 nŔa pu Ŕtre exhaustive. LŔappel aux

familles, seul moyen à la disposition de l'administration, n'a sans doute pas pu permettre de retrouver la trace de toutes les personnes qui ont un jour fréquenté la faculté de droit de Paris et qui ont trouvé la mort entre 1939 et 1945 du fait du conflit. Si des amis, des oncles et tantes, des organisations étudiantes et confessionnelles ont répondu à l'appel, certaines familles d'immigrés et dispersés n'ont ainsi jamais eu l'occasion de faire connaître le destin d'un fils ou d'une fille qui a un jour fréquenté les bancs de la faculté de droit de Paris.

César Targowla, doctorant à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Indications bibliographiques

« Seconde Guerre mondiale, 1939-1945 », archives de la faculté de droit de Paris.

Gilzmer Mechtild, *Mémoires de pierre : les monuments commémoratifs en France après 1944*, « Mémoires », n° 148, Paris, Autrement, 2009.

Prost Antoine, « Les Monuments aux morts », dans Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, vol. 1, Paris, Gallimard, 1984, p. 195-225.

Pour citer cet article

Targowla César, « 1945-1951 : construire la mémoire de la Seconde Guerre mondiale à la faculté de droit de Paris », dans *Exclure, persécuter, résister. Des victimes de la législation antisémite à la faculté de droit de Paris (1940-1945)* [exposition en ligne]. Bibliothèque interuniversitaire Cujas, 2025, <https://expo-victimes-vichy-faculte-droit-paris.bibliothequecujas.fr/construire-la-memoire/>.

Date

07/02/2026